15e année
numéro 295

25 Mai 193
prix : 2 franc

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

CEDIAS
BIBLIOTHÈQUE
MUSÉE SOCIAL

DANS CE NUMÉRO

Le martyre des Espagnols en Espagne et en France

◆

Gagner du temps pour la Paix
par B. GIAUFFRET

La question d'Alsace
par L. MERSCH
et par J. REGANY

Les Noirs de l'A. O. F. et l'action directe
par E. FAURE

Chez les Métallos
par A. LEMIRE

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

●

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

●

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

●

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

●

Tél.: **BOTzaris 21-02**

●

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution Prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 295

(25 mai 1939)

Gagner du temps pour la paix .... B. GIAUFFRET

La question d'Alsace ..... L. MERSCH et J. REGANY

Le martyre des Espagnols en Espagne et en France.

Les Noirs de l'A. O. F. et l'action directe ..... E. FAURE

Pauvre gosse ..... MEYER PAUL

Chez les métallos ..... A. LEMIRE

Entre nous.

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

POUR LA PLANCHETTE A LIVRES :

J.-B. Giauffret

JABOU

ROMAN

Editions de la Fenêtre Ouverte.
En vente, 36, rue Ernest-Renan,
à Issy-les-Moulineaux
(Seine)

PRIX : 15 FRANCS

Gagner du temps pour la Paix

Il faut délaisser le discours d'Hitler et tous les commentaires qu'il suscite, ne pas céder au besoin enfantin de scruter les intentions des chefs du monde, se dire que, pour nous qui ne participons ni aux secrets militaires, ni même à une évaluation exacte des forces en présence, il n'y a pas d'autre ressource pour voir clair que de lever le nez et regarder les larges perspectives.

Coup d'œil sur le monde

Aussi simplement, aussi sèchement qu'un manuel de géographie ou d'histoire, je voudrais d'abord rappeler des notions élémentaires que chacun perd de vue devant le défilé des titres de journaux.

Sept puissances mondiales

Il y a sept puissances mondiales de qui dépendent la guerre et la paix. Ce sont sept nations peuplées — non pas toujours les plus peuplées — et les plus industrialisées. Deux chiffres les caractériseront : l'un, celui de la population; l'autre, celui de la production d'acier.

Etats-Unis d'Amérique : 125 millions d'habitants, 28 millions de tonnes d'acier en 1938.

Allemagne : 80 millions d'habitants, 23 millions de tonnes d'acier (sans la Tchéquie-Moravie).

Russie d'Europe : 135 millions d'habitants, 18 millions de tonnes d'acier.

Grande-Bretagne : 45 millions d'habitants, 10 millions de tonnes d'acier.

France : 41 millions d'habitants, 6 millions de tonnes d'acier.

Italie : 43 millions d'habitants, 2,3 millions de tonnes d'acier.

Japon : 63 millions d'habitants (pas de chiffre pour l'acier).

Notons que les six premières des nations sont nommées dans l'ordre de leur production d'acier et que nulle autre nation ne s'intercale entre elles.

Notons encore que ces *six nations* sont des nations européennes ou d'origine européenne, et voyons que les peuples européens ont peuplé, conquis ou dominé l'Afrique, les Amériques, l'Océanie et une grande partie de l'Asie. En fait les Européens gouvernent la Terre; seul, le monde jaune a pu éviter à grand'peine leur emprise et semble en train de leur échapper pour passer sous la domination du Japon.

Cette conquête du monde a commencé au seizième siècle; elle se continue sous nos yeux. Elle s'est faite au détriment des races et des nations faibles, c'est-à-dire peu peuplées et peu industrialisées, car l'industrie est à l'origine de la technique guerrière; elle s'est faite tantôt avec une brutalité que l'on ne peut que qualifier d'exterminatrice — comme celle des Amériques qui a amené les « conquistadores » à exterminer les races indigènes — tantôt avec une violence atténuée qui soumet les indigènes — main-d'œuvre précieuse à exploiter — sans les détruire systématiquement ou stupidement; elle a même pris des formes extrêmement doucereuses : le conquérant parvenant à faire accepter par la menace et la corruption sa *protection* par les conquis ou mieux par les maîtres des conquis (Indes anglaises, Tunisie, Maroc...).

La dernière application de cette méthode vient d'être faite — avec perfection — par Hitler à la Tchéquie-Slovaquie grâce à la complicité d'Hacha et de Sirovy; et par Mussolini en Albanie où il a chassé le roi capable de trahir le protecteur.

Le Japon applique à l'immensité chinoise les mêmes méthodes en créant des gouvernements qui lui « demandent » sa protection (Mandchourie, Chine du Nord, Chine du Centre).

La conquête du monde par l'Europe ne s'est point poursuivie par une simple occupation des terres « libres » (c'est-à-dire peuplées de races dites inférieures). Les peuples européens se sont tout au long des siècles combattus et volés leurs conquêtes. Ainsi l'Empire colonial britannique a été constitué par les dépouilles de la monarchie française (Indes, Canada) et de la Hollande (Cap, Ceylan). La France, de son côté, a aidé de tout son pouvoir les Etats-Unis d'Amérique à se séparer de leur mère-patrie. Le droit du premier occupant n'a jamais été respecté par les plus forts.

Le résultat des conquêtes et des rivalités européennes a été celui-ci :

La Russie d'Europe a occupé un espace plus de trois fois plus grand que son propre espace qui nourrit environ 35 millions d'habitants; la Révolution léniniste a réalisé entre les peuples conquérants et les peuples conquis une forme d'Etat fédéral, l'U.R.S.S., qui masque la conquête mais ne la supprime pas.

La France a conquis 18 fois sa surface et environ deux fois et demi sa population.

La Grande-Bretagne a conquis 100 fois sa surface et 9 fois sa population; sans parler des *Etats-Unis* qui sont à l'origine une conquête anglo-saxonne et où la prépondérance anglo-saxonne est strictement sauvegardée par les lois sur l'émigration.

Les Etats-Unis d'Amérique n'ont presque pas de colonies; mais ils sont tout entiers une construction européenne sur la terre volée aux indigènes et ils agissent pour conserver ouverts les marchés de l'Amérique agricole.

A côté de ces quatre nations, l'*Italie* avec sa Tripolitaine et son Ethiopie, l'*Allemagne* avec sa Tchéquie et sa Slovaquie font évidemment figure de parents pauvres.

Pauvres, hargneux et brûlants d'envie d'aboutir à un nouveau partage du monde.

Mais qu'à leur appétit de nouveaux venus on réponde par des considérations morales, que le dogue anglais la bouche pleine du gigot

indien, deux fois volé, reproche au berger allemand l'os tchèque, cela serait assez plaisant à voir, si au bout de tout notre peau ne risquait point de faire les frais de la querelle.

J'entends bien ceux qui disent que les crimes impérialistes du passé n'autorisent point de nouveaux crimes et je suis d'accord. Mais les crimes du passé n'autorisent pas non plus à poser au moraliste. Il faudrait d'abord restituer et nul n'en parle.

Trois groupes de forces

Les sept nations impérialistes ont été amenées à former trois groupes rivaux :

1. *Le groupe démocratique :* Angleterre, France et, à l'arrière-plan, les Etats-Unis d'Amérique (ce qui ne signifie pas qu'ils soient prêts à mourir avec nous!).

2. *Le groupe fasciste :* Allemagne, Italie et, à l'arrière-plan, le Japon.

3. *L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.*

Ces formations sont-elles définitives ou temporaires? C'est la première question que l'on se pose. Il n'y a jamais de combinaison diplomatique éternelle. Mais elles seront suffisamment durables pour jouer leur rôle dans la crise actuelle. Chaque groupe cherche, *au plus vite,* à acquérir le maximum de puissance pour assurer ses chances *d'hégémonie mondiale* — car, à cette heure, c'est de la domination du monde qu'il s'agit.

Si l'on cherche à caractériser les trois groupes en présence, on a tôt fait de voir qu'il n'est pas facile d'en fusionner deux contre un.

Le groupe démocratique et l'Union soviétique ont chacun de l'espace, les matières premières les plus variées en quantités abondantes et de la main-d'œuvre bon marché (1); le groupe fasciste, au contraire, n'a ni espace, ni matières premières, ni main-d'œuvre à surexploiter.

Le groupe démocratique est sous un régime ploutocratique dans lequel la puissance économique est aux *trusts industriels et bancaires privés* qui l'exercent grâce à un régime de libéralisme parlementaire, libéralisme et parlementarisme limités.

Le groupe fasciste et soviétique est sous le régime *totalitaire* des trusts d'Etat (capitalisme d'Etat); on y nie toute liberté : un seul parti, pas de syndicalisme ouvrier libre, pas de liberté individuelle. Les deux groupes, partis de conceptions théoriques opposées et rivales, ont abouti à des formes d'organisation semblables (je ne dis pas identiques), résultant des nécessités du repliement dans les frontières (le socialisme dans un seul pays — l'autarcie) et de la dictature d'un homme par l'appareil d'un parti hiérarchisé.

Notons que les Etats *totalitaires* ont expulsé ou laissé s'échapper de leur corps les opposants au régime. Les émigrés d'Allemagne ou d'Italie sont les plus acharnés ennemis du pouvoir mussolinien ou hitlérien; infiltrés dans la « gauche française » (socialisme et maçonnerie), ils conduisent avec passion la propagande contre les « usurpateurs ». Les premiers émigrés russes — Russes blancs — ont joué le même rôle dans la « droite » française. La nouvelle « émigration » qui s'est produite dans les rangs du bolchevisme international et qui est constituée par des Russes ou des militants de nationalité quelconque, dissidents du parti, fournit les plus acharnés des antistalinistes.

L'action des émigrés, la propagande active que les pays totalitaires entretiennent dans le groupe démocratique, par des journaux ou des partis amis, y soulèvent des passions idéologiques contradictoires qui ne facilitent aucunement l'accord avec l'un quelconque des groupes totalitaires.

Les Etats démocratiques face aux régimes totalitaires

L'Angleterre qui mène le jeu des démocraties européennes sait parfaitement qu'elle ne peut trouver d'accord réel ni avec la Russie communiste ni avec l'Allemagne nazie.

La rivalité impérialiste anglo-russe est séculaire; elle est faite du désir russe d'aboutir à une mer libre et de la volonté anglaise de la lui barrer; aux Dardanelles, en Perse, en Mandchourie, la Russie a toujours trouvé l'opposition anglaise. Lutte classique connue sous le nom de duel de l'éléphant contre la baleine! Cette rivalité impérialiste traditionnelle n'a pu que s'aviver de lutte idéologique par l'installation d'un régime anticapitaliste en Russie.

Mais la Grande-Bretagne ne peut pas accorder davantage de faveur au développement allemand qui menace son commerce, se passe de l'or de la Cité, ne paie plus ses intérêts et guigne vers les pétroles anglais de Roumanie! Et par-dessus le marché se moque des grands principes de la démocratie capitaliste parlementaire, chasse les bourgeois juifs, taxe le capital, limite les dividendes!

Par un hasard (2) géographique et historique curieux, il se trouve que le capitalisme anglo-français a mis en Roumanie et en Pologne beaucoup de capitaux dans les industries et... les armements (capitaux qui paient leurs intérêts en *valeur-or!*) sous la protection des bourgeoisies vassales. Et ces bourgeoisies vassales tremblent devant la conquête russe comme devant la conquête allemande — et les prêteurs occidentaux de trembler aussi.

Par delà ces intérêts économiques certains, les bourgeoisies démocratiques défendent leurs intérêts supérieurs de classe liés à leur prestige national. Que ce prestige national soit ébranlé, que les petites nations cherchent d'autres protecteurs, tout est compromis jusqu'au

(1) Les démocrates dans leurs colonies; les soviets chez eux.

(2) Hasard, c'est une façon de dire, car la barrière roumano-polonaise entre l'Allemagne et la Russie est le résultat de la politique des vainqueurs qui voulaient préserver l'Allemagne de 1919 de la Révolution bolchévique !

fond des Indes, jusqu'au pouvoir de la classe bourgeoisie sur son propre prolétariat.

Les démocraties ont donc à se défendre contre deux ennemis qui lui sont chacun deux fois ennemis : ennemi d'impérialisme, ennemi de classe.

Etant donné le rapport des forces, il n'y a pas d'autre solution que de jouer l'allemand et le russe l'un contre l'autre.

Vieille politique de l'équlibre européen que Londres a longtemps pratiquée entre la France et la Prusse (et aussi entre la France et l'Italie); vieille politique qui a été menée, après 1919, au profit de l'Allemagne et au détriment de la France victorieuse...

Vieille politique qui se joue sous nos yeux avec une impudeur totale et qui a trouvé son application en Espagne.

Là, l'Angleterre — et le capital anglo-français — qui a occupé depuis longtemps une situation privilégiée (mines, chemins de fer, ports) ne veut pas voir s'implanter l'anarchisme expropriateur; il faut donc le vaincre; mais elle ne veut pas davantage y voir installer le vieil éléphant russe surtout peint aux couleurs du *Frente Popolar;* elle ne veut pas davantage y voir l'Italie-Allemagne anticapitalistes (regardez une carte du monde et laissez glisser vos yeux de l'Ecosse au Cap : tranche du globe anglo-française, c'est-à-dire à la Cité; demandez-vous s'il y a place là pour Moscou ou pour Rome). Sous couleur de non-intervention Londres va jouer les prétendants l'un contre l'autre; le stalinisme étranglera l'anarchisme; le franquisme italo-allemand battra le stalinisme avec la collaboration de Casado et de quelques croiseurs...

Sitôt le résultat atteint, l'Angleterre se retourne amicalement vers la Russie et cherche son concours pour inquiéter les derrières allemands!

L'Allemagne est assez puissante et l'affaire de Tchéquie tombe à pic. Il faut marquer le coup d'arrêt et Londres le marque.

La Russie boude et se fait tirer la manche (3). C'est normal.

Elle joue elle aussi le jeu d'opposer les deux groupes rivaux; par ses partis communistes, et particulièrement par celui de France, elle cherche à attiser l'opposition idéologique démocratie-fascisme et ainsi à tirer la position pacifiste des peuples français et anglais — sachant bien que les bourgeoisies ont besoin de l'union nationale pour s'engager à fond dans la défense de leurs intérêts économiques. Ce jeu, elle le pousse avec cette frénésie qui caractérise toutes les positions du bolchevisme. Tandis que Chamberlain dose sa politique du balancier et cherche à éviter un cataclysme mondial (mais attention au faux mouvement), le bolchevisme joue carrément la guerre entre l'Europe bourgeoise et l'Europe fasciste.

C'est qu'il espère que cette guerre — dans laquelle il jouerait le rôle d'arbitre — lui laisserait un répit important pour achever cette industrialisation conduite à étapes forcenées et pour mettre la main sur la Chine avant que le Japon ne s'y soit installé solidement (et le Japon de se dépêcher pendant que l'Europe est occupée); c'est surtout que de la guerre, de l'épouvante, de la misère, de l'action savante du parti de fanatiques qu'il a su créer en France et qu'il espère reconstituer en Allemagne et en Italie, il sortirait une Révolution européenne qui soumettrait tout le continent européen à son pouvoir.

Le jeu diplomatique qui se joue entre la Russie et l'Angleterre est donc de la plus extrême importance — de la plus grande finesse et de la plus profonde hypocrisie. Chaque partenaire sait parfaitement que l'on veut le duper et que tout accord ne sera que temporaire, comme l'ont été ceux de 1914 : l'allié russe n'a-t-il pas fait largement les frais de l'aventure?

Trois partenaires sont à la table de jeu : chacun a en mains ses cartes et guette celles des voisins. Chacun joue pour son compte contre les deux autres sa prospérité, sa puissance, son indépendance, son existence. Il n'y a ni collusion, ni combine. S'il y en a eu, s'il y en a demain, elles ne sont que passagères et chacun le sait.

Ainsi il faut s'attendre à ce que les coups décisifs soient lents à se donner.

Des trois adversaires, celui qui est le plus impatient, celui qui serait le mieux servi par son espace, la masse de ses mobilisables, ses ressources en matières premières, se trouve être techniquement le moins prêt — surtout à engager une offensive.

Les deux autres savent qu'ils vont vers une lutte à mort : ils n'ont ni l'immensité qui peut atténuer les horreurs de la guerre aérienne, ni les facilités d'approvisionnements (penser à la guerre aérienne, marine et sous-marine) qui permettraient à leurs armées et à leurs populations de soutenir une guerre longue. La guerre de 1939 est un monstre prévisible avec son cortège de catastrophes et de révolutions, tandis que celle de 1914 était un monstre *inconnu.* Les prévisions « encourageantes » que l'on peut faire pour 1939 restent suspectes, quand on se souvient des illusions d'août 1914.

Au surplus, les dirigeants démocratiques doivent savoir l'inutilité des victoires : celle de 1918 s'est avérée impuissante comme celles de Napoléon. L'Allemagne prolifique se relève plus facilement de ses défaites que la France stérile de ses victoires.

Autant de raisons de penser que, *sauf fausse manœuvre des pilotes,* la guerre n'est pas pour demain : le champ des négociations et des concessions économiques est immense. La « guerre blanche » peut se prolonger longtemps avant que les adversaires ne cherchent à se mettre knock-out et l'on peut attendre — on n'ose pas écrire espérer — que des mois et peut-

(3) Au moment d'expédier cet article — 4 mai — les quotidiens nous apprennent la « démission » de Litvinov. Que signifie-t-elle venant après les discours de Staline et le silence d'Hitler vis-à-vis de l'U.R.S.S. ? Faut-il y voir une tentative de l'U.R.S.S. pour laisser les démocrates et les fascistes en tête-à-tête et cela confirme-t-il le rôle d'arbitre que l'U.R.S.S. jouerait ?

être des années de sursis — dans l'angoisse et la misère — soient accordées à l'homme.

Que faire ?

Que doivent faire les travailleurs pendant ce sursis — si ce n'est travailler à l'allonger et à le rendre définitif!

C'est bien sûr des travailleurs des Etats démocratiques que je parle puisqu'ils sont les seuls à avoir encore voix au chapitre et que partout dans l'Europe le parti unique pense pour tous... Leur situation — notre situation — est difficile. Nos Internationales sont mortes. de nos espérances, il ne reste qu'un chant qu'on n'ose plus chanter sans correctif et des associations mutilées — mutilées par les Etats totalitaires, mutilées par nos abandons. Quoi qu'il en soit, il reste aux travailleurs, aux hommes, à défendre la Paix.

Je sais qu'on essaie de faire croire aux foules des « démocraties » qu'elles ont à défendre leur liberté. Mais qui donc menace la liberté, si ce n'est la guerre? Sitôt que la guerre apparaît, la liberté recule : journaux saisis, meetings interdits, affiches lacérées, radio censurée, militants emprisonnés. Que la guerre arrive et les libertés disparaissent : plus d'élections, censure, silence, chasse à l'homme qui essaie de penser « hors la guerre ». Et cela quelle que soit la guerre : qu'elle soit nationale ou civile : voyez 1914, voyez la Russie, voyez l'Espagne. (4)

Mais du moins quand la guerre est finie, la liberté refleurit-elle? Ni pour les vaincus, ni pour les vainqueurs; voilà ce que répond l'histoire de l'après-guerre. La paix n'est revenue en 1919 qu'avec un cortège de passeports, d'interdictions douanières — avec dans ses bagages une dictature « du prolétariat », une dictature de Mussolini, une dictature d'Hitler. Dictature en Pologne. Dictature en Roumanie. Dictature en Grèce. Dictature en Portugal. Dictature en Yougoslavie. Et, pour finir, dictature en Espagne. Voilà comment la guerre a servi la cause de la liberté!

L'armée des casernes et l'armée des champs de bataille est une école de discipline mécanique et de hiérarchie ridicule, (5) elle n'est pas une école de liberté. La guerre n'autorise aucune fantaisie : carnets de pain et censure postale sur les lettres personnelles!

Et, terminée, elle appelle une autre guerre.

La guerre future, plus que les précédentes, se présente sous le signe de la mort des dernières libertés, car la victoire du nazisme, comme celle du stalinisme, compromettrait jusqu'à la vie des « démocraties actuelles ».

Quand on dit cela du nazisme, c'est une évidence. Quand on le dit du stalinisme, beaucoup de travailleurs sursautent. Il y faut appuyer. Si la guerre apportait à la France un pouvoir communiste, il n'y aurait plus de liberté; quand un communiste parle de la liberté, il ne parle que de la sienne. Depuis vingt ans, nous avons vu le communisme ameuter tous les démocrates, chaque fois que l'on touchait à l'un de ses militants, nous ne l'avons jamais vu défendre un militant d'un autre parti; qu'on emprisonne, pour crime de pensée libre, un objecteur de conscience, un anarchiste, ou n'importe qui, il ne bouge pas. Mieux : à présent, il réclame des sanctions contre tous ceux qui ne sont pas dans la ligne de la fermeté. Et ces sanctions, il les applique résolument partout où il détient le pouvoir : en Russie, comme en Espagne. Priver de travail, d'appartement, emprisonner, déporter, abattre, voilà les sanctions contre les réfractaires. L'obéissance aux lois n'assure pas l'immunité, il faut encore approuver bruyamment et publiquement. Et même cette approbation publique ne suffit pas : on peut être suspect de libre pensée intime!

La liberté ne se défend pas par la victoire mais seulement par la Paix, et la Paix, pratiquement à cette heure, se défend en luttant contre le Parti russe, voilà à quelle conclusion il faut aboutir.

Lutter contre le parti russe au sein de la classe ouvrière, c'est la tâche propre des pacifistes ouvriers — parce que ce parti qui feint de vouloir la paix s'indigne chaque fois que la négociation se noue, se cherche, devient possible. Pour lui, il faut acculer le fascisme et l'hitlérisme à la guerre en leur rendant toute vie impossible, en leur refusant toute concession. Et nous assistons à ce spectacle hautement comique : les « communistes » plus résolus — en ordres du jour — à défendre Djibouti que les banques coloniales! Les internationalistes et les sans-patrie d'hier plus soucieux du prestige de la France que les amiraux, les généraux et les patriotes professionnels. Le concours du « meilleur Français » est ouvert entre messieurs Tardieu, La Rocque, Doriot, Blum et Thorez.

Le rôle des travailleurs n'est pas de renchérir sur les banquiers et les successeurs de Paul Déroulède! Il est de se cramponner à la Paix et d'éviter par elle la domination fasciste, la domination stalinienne et, disons-le mot, d'assurer la survie des démocraties.

Nous savons ce que ces démocraties recèlent d'hypocrisie — les autres régimes aussi — mais nous savons que cette hypocrisie des dirigeants est un témoignage du goût de liberté des peuples et nous pensons encore que de l'approfondissement de la démocratie bourgeoise pourra sortir une démocratie ouvrière, tout comme en Russie, le servage industriel a suivi le servage paysan et en Allemagne, le kaisérisme a fait place à l'hitlérisme.

Gagner du temps pour la Paix — petitement, jour par jour — c'est le seul but que nous puissions nous proposer à cette heure (6).

---

(4) Voyez la brochure de Felce « Ni la servitude, ni la guerre », 4, avenue Valrose, Nice. Franco : 1 fr. 20.

(5) Je pense à Himmelstoss, inoubliable figure de la hiérarchie militaire... prussienne, et je vois les Himmelstoss civils !

(6) Je délaisse l'hypothèse d'une Révolution comme irréalisable et dangereuse, devant la faillite des Internationales et les menaces de « non-intervention ».

Non pas pour commenter la partie diplomatique qui passe sur l'échiquier les petites nations de main en main pourvu qu'on y mette le prix! Non pour réclamer des avions et des canons (encore un coup, ce n'est pas notre affaire et les généraux suffisent à cette besogne!) — mais pour rassembler les forces éparses du pacifisme et recommencer l'œuvre patiente du pacifisme dans tous les pays.

D'année en année, tous les problèmes évoluent avec une rapidité effarante; cette remarque ne s'applique point seulement aux situations diplomatiques; elle s'applique aux positions politiques : le nazisme 1939 n'est point le nazisme 1934, ni le fascisme, ni le soviétisme; elle s'applique aux conditions de la vie économique des peuples : l'U.R.S.S. s'est industrialisée, l'autarcie allemande s'est mise en train. La chimie synthétique atteint des résultats que le grand public ignore et le problème des matières premières peut, en partie, être résolu sans reconquête du monde; pétroles, textiles, caoutchoucs, nitrates naissent chaque jour de la combinaison des éléments de l'air et de l'eau avec le carbone dont l'Allemagne est abondamment pourvue (7) et des perspectives nouvelles sont posées chaque jour devant l'économiste, le politique et le militaire.

Le monde marche.

Chaque année qui passe modifie les données du problème mondial. Une conjoncture favorable peut jaillir : il faudra être prêt à la saisir.

— Et si elle ne jaillit pas? Si la guerre tombe sur nous?

— Nous aurons les mains propres de sang. Ce ne sera pas rien, à l'heure où les survivants chercheront les responsables.

B. GIAUFFRET.

(7) C'est par là que la mainmise allemande sur l'Italie peut être durable; l'industrie chimique exigeant charbon et techniciens.

Les Noirs de l'A. O. F. et l'action directe

Nous avons reçu du camarade Faure, président de la Ligue de défense de la race nègre, l'intéressante lettre suivante, qui montre que les Noirs de l'A.O.F. savent pratiquer l'action directe :

Chers camarades,

Vous avez, dans votre numéro du 25 avril, reproduit un article publié dans le journal saisi S.I.A. et relatif à un rapport de notre correspondant du Gabon sur la situation des populations de ce pays.

Je vous félicite de ce geste et vous remercie vivement au nom de nos compatriotes. D'ailleurs, dès la saisie de S.I.A., le Rassemblement colonial a remis, par mes soins, une copie de ce rapport à M. Mandel, ministre des Colonies, en le priant d'en tirer les conséquences qui s'imposent.

A ce sujet il nous faut bien remarquer que la France fait une curieuse différence entre les Nègres de l'Afrique Equatoriale et ceux de l'Afrique Occidentale lesquels sont, dans l'ensemble, légèrement moins maltraités. Ces différences sont parfaitement injustes car tous les Nègres africains se valent en ne se différencient que par les traitements que leur appliquent les Blancs.

En A.O.F. une certaine atténuation dans l'asservissement permet parfois des sursauts de révolte qui seraient impossibles aux esclaves totaux de l'Afrique Equatoriale.

C'est ainsi que notre correspondant de la région de la Haute-Volta nous communique les renseignements qui suivent et que nous vous prions de signaler à vos lecteurs :

Les victimes du travail forcé se défendent eux-mêmes

« Il y a quelque temps le gouvernement a recruté, à nouveau, des manœuvres dans la région du Mossi.

» A la fin du mois de mars un incident se produisit au moment de la paie des « forcés ». Ceux-ci vociféraient disant qu'ils n'étaient pas assez payés et juste au moment où ils allaient appréhender le payeur et lui enlever sa caisse, ce dernier s'enfuit en auto... Même Cerf-volant n'eut pas été aussi leste à s'envoler.

» Les « forcés », nus, affamés, les yeux en feu, s'écrièrent : « Nous voulons tuer le gouverneur lui-même... »

» Ce n'est pas tout :

» Quelques jours plus tard, l'un d'eux fut malmené par un surveillant; mais ce dernier fut roué de coups. Le commissaire envoya un garde; les manœuvres lui cassèrent la « gueule »; un second garde arriva, on lui cassa la gueule mêmement.

» Alors le commissaire envoya une douzaine de gardes. Une bataille se déclencha. Des coups de bâtons plurent sur les gardes, d'autres furent blessés au couteau.

» Les manœuvres se rendirent au domicile d'un inspecteur indigène qui avait fait un faux rapport sur leur compte et, l'ayant trouvé dans son nid, le rossèrent.

« Envoyez maintenant les miliciens, nous sommes prêts pour les recevoir », dirent les pauvres « forcés ».

» L'autorité n'a rien pu contre eux.

» Nos frères commencent à en avoir assez du régime des voleurs. Il faut les aider. »

C'est là le texte en question. Il montre qu'il suffit aux Nègres d'un minimum de liberté de mouvement pour qu'ils soient capables de se défendre et qu'il est nécessaire de continuer à lutter pour qu'ils aient partout ce minimum de liberté de mouvement sans lequel l'homme n'est qu'un animal domestique.

E. FAURE.

Le martyre des Espagnols en Espagne et en France

La lettre qu'on va lire nous a été adressée par l'un de nos abonnés des Pyrénées-Orientales. C'est un document capital sur le fascisme en Espagne et en France, sur le régime de Franco et de M. Daladier.

18 *avril* 1939.

...Occupons-nous d'abord des camps, si vous le voulez bien. L'enquête que j'avais essayé de mener à bien, à propos des décès dans les camps, a été complètement faussée par la suppression de certains d'entre eux et les transferts de réfugiés vers d'autres résidences forcées. De plus, il m'a été confirmé que, depuis un mois surtout, tous les malades graves sont évacués sur Perpignan, de sorte que le nombre des décès est de plus en plus insignifiant à Argelès, Saint-Cyprien et le Barcarès.

Il n'y a plus, en effet, que ces trois camps dans les Pyrénées-Orientales. J'ai sur leur organisation des renseignements vieux d'une dizaine de jours. J'irai moi-même jeudi prochain au Barcarès. Si je notais un fait nouveau intéressant, je vous le communiquerais aussitôt. Mais je préfère vous écrire aujourd'hui même. Cela m'a mené trop loin de vouloir attendre des suppléments d'information avant de le faire.

Au moment où ces renseignements m'ont été donnés (par l'entremise de camarades du P.O.U.M.), il y avait à peu près 52.000 hommes à Argelès, et de 45 à 50.000 à Saint-Cyprien. Des informations reçues la semaine dernière du Barcarès donnent pour ce dernier camp le chiffre approximatif de 20.000 hommes. Le rythme du transfert des réfugiés des deux premiers camps au Barcarès s'est considérablement ralenti ces derniers temps. Je me rendrai compte jeudi si c'est pour attendre l'achèvement des nouveaux abris ou si les choses semblent vouloir se stabiliser ainsi.

Les camps des Pyrénées-Orientales

Dans tous les camps, la situation des internés est toujours bien précaire. Je pense que toutes les organisations capables d'entreprendre un gros effort de solidarité devraient *avant tout* se préoccuper d'améliorer la nourriture de tous ces malheureux pour leur permettre de mieux supporter les dures conditions de vie qui leur sont imposées.

A *Argelès*, il n'y avait toujours que les abris que vous avez vus, ceux qui avaient été construits dès les premiers jours par les réfugiés eux-mêmes, avec les quelques planches et plaques de tôle mises à leur disposition. On avait, au début, distribué un peu de paille. Mais la vermine et la pourriture ont obligé bientôt à la jeter, et elle n'a pas été renouvelée. Les hommes couchent sur le sable, très rares sont ceux qui ont des couvertures. La nourriture, ici, serait en quantité suffisante, mais elle est distribuée non cuite, souvent, et vous pouvez imaginer les résultats culinaires obtenus avec les pauvres moyens dont disposent les réfugiés (condiments insuffisants, utilisation de vieilles boîtes de conserves, etc...).

A *Saint-Cyprien*, les abris sont plus convenables, mais à l'intérieur la vie est à peu près semblable à celle d'Argelès. Plus que partout ailleurs, paraît-il, la condition des malheureux isolés est intenable. En groupe ils arrivent à vivre moins mal.

Au *Barcarès*, les opinions recueillies sont unanimes : c'est ici que les hommes sont logés dans les conditions... les moins mauvaises, sinon les meilleures, mais c'est ici, également, qu'ils sont le plus mal nourris. Voici d'ailleurs la traduction de la dernière partie d'un rapport adressé par un camarade du P.O.U.M. interné au Barcarès. Après avoir rendu compte de l'organisation politique de ses camarades de parti se trouvant dans ce camp, il écrit à propos des conditions de vie auxquelles ils sont soumis (sur sa demande, d'ailleurs, et d'après vos indications) :

— *Traitement militaire.* — Correct, tant de la part des officiers espagnols que des officiers français. Il a pourtant indiqué antérieurement que tous sont soumis aux disciplines militaires les plus rigoureuses, et que certains châtiments infligés pour des actes *considérés* comme étant d'indiscipline, de sabotage, etc... ont parfois entraîné la mort de ceux qui étaient frappés par ces peines.

— *Nourriture.* — Insuffisante, et sa qualité laisse également beaucoup à désirer. Journellement, chaque homme reçoit : le matin, du café seul et très peu sucré (le contenu d'une boîte de lait condensé). A midi, une portion de nourriture consistant soit en riz bouilli avec de la morue, soit en pommes de terre avec de la viande en conserve. Le soir, même menu. On distribue généralement un kilo de pain par jour pour cinq hommes.

— *Logement.* — Les internés sont groupés dans des baraquements prévus pour 100 hommes. Bien que ce soient là les meilleurs abris, leurs occupants se mouillent souvent lorsqu'il pleut. Les hommes couchent sur le sable. Quelques-uns seulement ont de la paille.

— *Hygiène.* — Sous le rapport de l'hygiène, tout est défectueux, et les réfugiés manquent des éléments les plus indispensables. Coiffeurs en nombre très insuffisant, eaux insalubres, extraites des terrains sablonneux voisins de la plage et où se trouvent également les latrines (trous creusés dans le sable et recouverts de planches).

— *Maladies les plus courantes.* — Dysenterie, entérites, colites, néphrites, bronchites, fièvres intermittentes, paludisme, gale et dermatoses en général. Pour cela les internés demandent les produits pharmaceutiques les plus indispensables, le service sanitaire du camp laissant beaucoup à désirer (les malades ne sont vraiment soignés que lorsque leur état est devenu grave).

— *Besoins immédiats.* — Linge de corps pour tous, chaussures, serviettes, mouchoirs, chaussettes, matériel pour se raser, produits pharmaceutiques de première nécessité, tabac dans la mesure du possible. Un peu d'argent pour faire face à tout imprévu. Un petit dépôt de vivres pour les camarades les plus né-

cessiteux et les plus délicats. (Il existe des cantines dans tous les camps, mais la plupart des internés n'ont pas le moindre argent français.)

Voilà à peu près tout ce que j'ai pu savoir. Autre chose pourtant, partout les réfugiés sont l'objet de sollicitations engageantes pour les amener à coopérer à la défense nationale française (légion étrangère, services techniques, usines de guerre). On recherche aussi des agriculteurs et éleveurs, sans préciser autrement les offres. Beaucoup semblent se laisser tenter. Pour les blâmer, il ne faut pas connaître la vie des camps. Ce qui ne peut empêcher de les plaindre et de s'indigner. Hélas, nous sommes bien rares, aujourd'hui, à nous indigner. L'opinion « ouvrière » semble trouver très normal que ces réfugiés espagnols, reçus chez nous comme des chiens et traités comme des pestiférés, collaborent dès maintenant aux préparatifs de la lutte *inévitable* contre le fascisme (italien et allemand, bien entendu, et avec nos fascistes français).

La vie chez Franco.
Tondeuse et huile de ricin

Je veux maintenant vous parler de la vie actuelle en Espagne. Des faits dont j'ai été moi-même témoin ou qui m'ont été rapportés par les femmes qui passent la frontière dans la montagne pour venir s'approvisionner au Perthus. Elles nous content des choses ahurissantes et terribles, qui permettent de comprendre combien la vie dans l'ordre franquiste doit être dure. Un fait suffirait d'ailleurs à mes yeux pour en juger : le nombre de soldats qui désertent journellement. Jeudi dernier, douze sont passés en France à leur arrivée au poste frontière. L'autre jour, 40 sont arrivés au Boulou, par divers sentiers de la montagne. Je trouve cela fantastique : des hommes qui viennent de « gagner » une guerre, qui ne devraient au moins avoir rien à craindre des vainqueurs, qui savent quel sort les attend dans les camps de concentration français, et qui cependant passent la frontière comme on s'évade d'un bagne. Quelle leçon, en face de tout ce que proclament les apologistes du nouveau régime espagnol!

Mais je préfère vous rapporter tout ce que j'ai appris, sans ordre, et sans vains commentaires. Vous savez mieux que moi en tirer les conclusions et les idées générales qui valent d'être dégagées.

Tout confirme que jamais la population civile espagnole n'avait autant souffert de la faim. Le pain est ignoblement noir et mauvais. Quand les produits alimentaires ne font pas tout à fait défaut, ils sont vendus aux quelques privilégiés qui ont de l'argent. La misère est épouvantable partout. La plupart des Espagnols n'ont plus un sou vaillant, et ils peuvent rarement trouver du travail, même à des salaires dérisoires. Tous les fonctionnaires nommés depuis juillet 36 sont naturellement révoqués. Les autres sont suspendus de leurs fonctions — sans traitement, bien entendu — en attendant les résultats d'une enquête très sévère. Donc l'argent est rare, et les vivres plus rares encore. Une amie est arrivée l'autre jour de F... Son récit est bouleversant. Mais si par hasard vous désiriez vous servir des nouvelles qu'elle apporte, je vous demande, comme pour toutes les autres informations, de supprimer strictement tous les noms (de villages ou autres). L'espionnage, la surveillance individuelle sont organisés de telle sorte que la moindre chose peut entraîner des ennuis considérables aux malheureux vivant là-bas.

A F... (5.000 habitants environ), une seule manufacture travaille; encore est-elle d'importance moyenne. Des gens qui n'osent pas mendier chez eux vont passer de porte en porte à C. de F..., alors que des malheureux de cette dernière localité vont mendier à F... Si l'« auxilio social » fasciste ne distribuait pas des repas par centaines, la population serait véritablement décimée par la faim. Encore cette aide précaire est-elle refusée aux familles des « rouges » (fusillés, détenus ou en fuite), même lorsqu'il s'agit d'enfants. Ces familles sont d'ailleurs mises à l'index par toute la population terrorisée, car un seul témoignage de sympathie, un seul geste de solidarité suffit à provoquer : semonces, interrogatoires, perquisitions, amendes, etc... Non seulement on oblige ces pauvres gens à assister à toutes les cérémonies à la gloire de leurs tortionnaires, mais on les contraint à des comédies ignobles. Par exemple, à faire dire des messes pour implorer la miséricorde divine et essayer d'obtenir que se repentent les « coupables » : des êtres chers dont ils ignorent souvent le sort.

L'« épuration » fasciste se poursuit avec une rigueur qui paraît avoir été, par ordre, un peu atténuée jusqu'à présent dans les villages proches de la frontière. Il n'est pas rare pourtant, même dans ces villages, de voir des familles supplier un des leurs, réfugié en France, de ne pas revenir chez lui. Certains qui avaient regagné l'Espagne par la montagne ont été cachés soigneusement, puis renvoyés ici malgré tous les risques courus. D'autres, par contre, sont arrivés chez eux sans encombre et écrivent des lettres rassurantes. Ce qui prouve bien que la répression est le fait des « chefaillons » locaux et que la vie des hommes dépend uniquement du bon plaisir de gens surtout préoccupés, dans la plupart des cas, d'assouvir des vengeances personnelles. D'autant que, le plus souvent, le pouvoir est actuellement remis entre les mains des familles de ceux qui furent tués durant les journées révolutionnaires de juillet 36. Jusqu'à ces derniers jours, le seul fait d'avoir été volontaire dans les milices antifascistes entraînait la condamnation à mort. Maintenant, les volontaires sont condamnés à « reconstruire l'Espagne crucifiée et détruite par les hordes marxistes » (donc, travail forcé sans limitation de la peine). De notables réactionnaires qui s'étaient établis en France en 1936, mais avaient ensuite fait du commerce avec le gouvernement républicain, sont aujourd'hui frappés d'interdiction (la mesure pourtant est loin d'être générale. Je le sais personnellement pour certains affairistes perthusiens...). On cite en nombre des noms de journalistes, écrivains, professeurs, et en général d'intellectuels, même modérément « de gauche », qui sont fusillés ou détenus « incomunicados ». L'un d'eux avait caché 8 curés chez lui, au début de la révolution et il leur fit passer la frontière à la première occasion : il vient d'être fusillé. Un autre s'était démis de ses fonctions de maire en juillet 36 : il a été arrêté et mis au secret. A C. de F... le maire a été fusillé. A F..., le maire a pu fuir, mais tous les membres de la municipalité modérée de 1935 sont détenus et attendent leur jugement. On essaie de retrouver tous ceux

qui ont exercé une responsabilité politique quelconque depuis 1934, afin de ne pas épargner « ceux du 6 octobre ». La délation, le mouchardage sont intenses. On utilise au besoin les enfants, embrigadés obligatoirement dès leur plus jeune âge (6 ou 7 ans). L'atmosphère est telle que l'on signale en Catalogne le suicide de plusieurs personnes qui ne semblaient pas immédiatement menacées. Des dénonciations venues de France, où les agents franquistes espagnols et français poursuivent leur besogne, suffisent à provoquer des drames. La vie est faite de tracasseries et de sujétions pour la population espagnole. Pour sortir du village, soit pour un voyage, soit même pour aller travailler dans les champs (à S... par exemple), il faut des autorisations écrites. Je ne pourrais pas vous citer les cas innombrables de sévices, dont l'odieux le dispute souvent à l'absurde, que l'on me raconte.

L'huile de ricin et la tondeuse paraissent avoir spécialement la faveur des phalangistes et autres requetes dans leur action civilisatrice. Une jeune fille de Barcelone qui se promenait sans bas (contrevenant ainsi à une interdiction formelle : ni jambes ni bras absolument nus, au pays où le règne de la Vertu va être instauré par les forces spirituelles victorieuses!!) a été conduite chez le premier coiffeur venu qui a reçu l'ordre de couper ras ses cheveux. Le même sort a été réservé à deux femmes d'un village proche : surprises en conversation confidentielle par des phalangistes et interrogées séparément, elles n'avaient pas donné la même explication.

A S... encore, un homme qui jurait parce que sa mule ne voulait pas avancer a été accompagné chez le pharmacien. Celui-ci s'est vu obligé de lui faire avaler successivement, 3, 6, 9 onces d'huile de ricin. Comme le pauvre apothicaire n'a pu s'empêcher de protester à la 3e injonction qui lui était faite, il a dû lui-même ingurgiter une bonne dose de purgatif. Pour lui apprendre à ne plus oublier que le « temps des protestations était définitivement remplacé par celui de l'obéissance absolue ».

Je n'en finirais plus, je vous le repète, si je voulais vous raconter toutes les anecdotes de ce genre. Cela n'est pas nécessaire pour comprendre ce qu'est la vie en Espagne en ce moment. Si grande qu'ait pu être la démoralisation de l'arrière durant les derniers temps de la guerre, elle ne pouvait se comparer à celle que l'on note aujourd'hui. Il y a chez ceux que l'on interroge un accablement, une angoisse qui doivent être généralisés car *tous* les témoignages concordent. Même s'ils n'éprouvent aucune crainte en ce qui concerne l'impitoyable répression poursuivie, ils ne peuvent avoir de perspectives bien engageantes : la soumission totale au bon plaisir des riches propriétaires ou patrons, des salaires misérables pour un dur labeur, une vie étroite que tous qualifient de « sans issue » dans la pauvreté et surtout l'humiliation. Beaucoup de ces malheureux avaient accueilli la fin de la guerre avec un vif sentiment de soulagement, ce qui est naturel, car la guerre crée des conditions de vie ignobles et épuisantes. Mais chacun s'aperçoit aujourd'hui qu'il n'est pas sorti de l'inhumain, et que l'inhumanité présente qui prétend s'organiser et durer est aussi désespérante que l'autre. Pauvre prolétariat espagnol! Et pauvre humanité qui a permis cela!

⁂

Vendredi 21 *avril.*

J'ai eu le tort de ne pas terminer et expédier ma lettre immédiatement. Je le regrette moins aujourd'hui car j'aurais dû vous reécrire. J'ai passé hier en effet une épouvantable journée au camp de Barcarès (de 10 heures du matin à 18 heures, exactement, sans boire, et sans manger, comme si nul ne pouvait vivre normalement dans ces maudits parages...).

Le Barcarès

D'abord, tout ce que je vous avais dit concernant la nourriture m'a été confirmé par tous ceux avec qui j'ai pu parler. Et il ne s'agit pas de 4 ou 5 témoignages mais bien d'une trentaine. En effet, j'accompagnais au Barcarès deux femmes du Perthus dont les maris sont internés dans ce camp. J'ai pu longuement interroger les deux hommes. De plus, j'ai fait appeler 3 ou 4 instituteurs espagnols auxquels j'étais chargé par mon syndicat de faire plusieurs communications. Ils m'ont appris beaucoup de choses, eux encore. En passant à Perpignan, j'avais pris dans la voiture un camarade espagnol et une quantité de paquets (produits pharmaceutiques, linge, vivres...) destinés à des militants internés au Barcarès. Nous avons appelé au parloir quelques-uns de ces camarades et tous ont confirmé les informations antérieurement fournies, en y ajoutant cependant des détails nouveaux très significatifs et parfois horribles. J'ai pu traverser dans toute sa longueur, ce qui représente des kilomètres, le camp du Barcarès. Je dois reconnaître, bien que la vue de ces milliers d'hommes maintenus parqués derrière des barbelés me cause toujours une peine et une angoisse épouvantables, que les baraquements n'ont pas trop mauvaise mine, et que l'*ensemble* donne une certaine impression d'ordre et de propreté. C'est lorsqu'on examine de plus près une partie de cet ensemble, comme je l'ai fait pour l'îlot X... que l'on se rend compte du dénuement, de l'insuffisance, de la misère qui y règnent. Les hommes sont amaigris, dépenaillés, accablés. Ils me regardaient tous d'abord avec ahurissement, puis, lorsque je leur parlais (je me débrouille assez bien en espagnol, heureusement), avec une joie enfantine qui me faisait mal. Ils ont tellement le sentiment d'être abandonnés de tous, et cela constitue tellement leur pire torture, que la moindre marque d'intérêt les bouleverse. Je leur ai dit, naturellement, et avec une assurance que j'étais loin d'avoir, que l'« on » s'occupe beaucoup d'eux, que l'« on » y pense plus encore, et qu'il ne fallait pas considérer l'avenir avec trop de pessimisme. Je leur ai parlé de l'Espagne actuelle, et malgré la peine qu'ils éprouvent à savoir la misère et les tourments de ceux qui y sont restés, je crois nécessaire qu'ils puissent comprendre ce que cachent les mensonges encourageants de la propagande franquiste. Et puis, humainement, l'idée de ce qu'ils ont évité les aide à supporter ce qu'ils connaissent.

Il y avait hier au Barcarès un général en inspection. J'ai assisté à un défilé militaire, musique en tête (une « banda » militaire espagnole, tous les exécutants vêtus de façon identique : pantalons gris, chémises bleu-clair). Il paraît que ce genre de distractions se renouvelle souvent. Mais comme disait un camarade espagnol, « même notre moral se trouverait mieux de réconforts plus substan-

tiels ». J'ai retrouvé au moins une vingtaine de réfugiés qui j'avais pu aider diversement à leur passage à la frontière. La plupart m'avaient vu passer et m'attendaient à mon retour. Toujours la même résignation désespérée, les mêmes précisions effrayantes : « Il vaudrait mieux que l'on nous tue, disent les moins résistants. On nous donne juste la nourriture nécessaire pour que nous ne mourions pas d'inanition. On nous transforme en bêtes, avec cette faim constante au fond de nous. » L'un d'eux qui travaille aux services de l'intendance m'a dit que l'on recevait maintenant des vêtements et du linge. Se déciderait-on au moins à habiller ceux qui sont presque nus?

L'hippodrome

J'ai gardé pour la fin le récit de ce qui m'a tellement indigné et qui ne manquera pas de vous indigner autant, j'en suis sûr. Avez-vous déjà entendu parler de l'« hippodrome » du Barcarès? Pour ma part, j'en ignorais l'existence hier matin encore, mais durant toute la journée, ce mot a été prononcé si souvent devant moi, et parfois sur un tel ton, que je suis sûr qu'il représente pour des dizaines de milliers de malheureux toute l'horreur, toute l'ignominie de leur misérable condition.

Si donc vous ne le savez pas encore, je vais tâcher de vous expliquer ce qu'est ce trop fameux « hippodrome ». Un coin de sable séparé du reste du monde par plusieurs rangs de barbelés, à l'intérieur desquels sont placés les réfugiés accusés d'être des fortes têtes, des éléments perturbateurs de l'ordre du camp. Vous savez que tous les internés sont strictement soumis aux disciplines militaires dont les officiers français et espagnols exigent le respect. Vous devinez, aussi, comme il peut être facile à n'importe quel « galonné » de présenter comme des actes d'indiscipline ou de sabotage toute réponse à des brimades, par exemple. L'ironie — que l'on rencontre si souvent, fine ou impitoyable, chez nos camarades espagnols — est aussi mal vue ou comprise que toute affirmation trop résolue de dignité. Et je vous assure que la peur de l'hippodrome est à la base de bien des acceptations!

La peine a une durée minimum de 48 heures, mais il est bien rare que cette durée ne soit pas largement augmentée. L'homme qui a été condamné à subir le châtiment subit au préalable un traitement qui n'est pas seulement bizarre, hélas! Ses cheveux sont rasés et *tous* les boutons de ses vêtements sont arrachés pour rendre plus difficile sa lutte contre le froid. Il est alors conduit ainsi au lieu de son supplice. Durant tout le temps qu'il y passera, il ne recevra *absolument rien,* pas une goutte d'eau, pas un gramme de pain, et si un camarade s'avisait de vouloir lui faire parvenir des vivres ou une couverture, il irait aussitôt le rejoindre. Vous imaginez ces nuits, à quelques mètres de la mer, quand la tramontane souffle... Pour lutter contre un engourdissement qui pourrait être vite fatal, les malheureux marchent, puis se mettent à courir sans arrêt : d'où ce nom d'*hippodrome,* terriblement amer et exact. Car on ne traite pas ainsi des hommes. C'est tellement odieux, inhumain, que l'on voudrait pouvoir douter de l'existence de semblables horreurs. Malheureusement, il n'est que trop certain que ces crimes se commettent, tout près de nous, et que des hommes y ont perdu la vie.

Terreur blanche en Espagne

Il est temps de le dire, il serait même temps de le crier : le silence universel qui se fait sur le massacre des vaincus de la république espagnole est un scandale inqualifiable.

On chercherait en vain dans la presse ouvrière les informations, les protestations, les commentaires qui s'imposeraient. Il ne se trouve personne pour reprendre les plumes vengeresses de Jules Vallès, de Louise Michel, de Lissagaray -- ou de républicains pour lesquels le mot république *avait un sens, comme Pelletan et Vuillaume. Personne.*

Que font les ligues, les « rassemblements », les intellectuels à grandes consciences? L'influence et la bonne galette staliniennes se sont infiltrées partout. Alors on intrigue, on colonise, on dénonce, on prépare le moral de l'arrière; on défile même avec impudence devant le Mur des Fédérés -- et pour les Fédérés d'Espagne que l'on a trahis, roulés, conduit aux pires défaites, abandonnés à leurs bourreaux, on ne trouve pas même un peu de place dans les gazettes. C'est odieux.

La presse syndicale, elle aussi, semble bien les oublier. Nous lui jetons ce reproche. Nous lui lançons un appel.

Des faits :

Dépêche publiée par le Temps *le* 18 *mai :*

On télégraphie d'Alicante :

L'état-major a publié, le 17 mai, la note suivante :

« Ce matin, a été exécutée la sentence de mort prononcée contre Eliseo Gomez Fernandez (ancien député de la Gauche républicaine) ; José Cerezo, Antonio Leal, Antonia Guidau, Antonio Ibanez, Juan Sala, Francisco Bailon, José Martinez, José Rodriguez et Juan Olivet, qui étaient des rouges particulièrement marquants.

D'autre part, on annonce l'arrestation, au cours de la nuit, de M. José-Maria Perez Aguila, ancien député radical, et de M. Ramon Planeye, chef provincial du parti communiste et commissaire politique à l'armée républicaine du Levant.

La Terreur à Gérone.

D'une lettre — dont nous connaissons la provenance — communiquée par Independent News :

On assassine les volontaires des milices ou on les enrôle de force pour six ans au Maroc espagnol.

La Police. — La police procède aux arrestations sur les indications des mouchards qui appartiennent à l'ancien corps de vigilance nommé par la Généralité de Catalogne, et parmi ceux-ci figure l'agent Casemort jusqu'alors membre en vue du Parti d'Etat Catalan et séparatiste enragé. La police est aussi aidée par les jeunes phalangistes de la ville de Gérone sous le commandement d'un certain Planas. Ces derniers agissent également pour leur propre compte et « promènent » les détenus.

Coups dans la rue. — On assiste fréquemment au spectacle de phalangistes battant les gens en pleine rue. Roca, mort il y a peu de temps, espion fasciste qui fut utilisé pour accuser le « Poum » de trahison et servit de preuve à conviction lors du procès contre ce parti — ce qui lui valut la bienveillance de la « justice » du Gouvernement Négrin — se promenait dans les rues de Gérone, armé d'un fouet qu'il utilisait honteusement à la moindre occasion. Nous avons vu de nos yeux dans la rue des Citoyens, en face du magasin de

cuirs et peaux de Mikuel Ferrer, un sergent de la Phalange battre un vieillard de soixante ans, père d'un garde d'assaut de Gérone. Les gens passaient, terrorisés, sans les regarder.

Le moral de la population. — L'assassinat de l'historien Rahola a causé une pénible impression dans toute la Catalogne et même parmi les fascistes modérés. Dans les rues de la ville, se promènent en deuil, la veuve avec sa fille, mariée à l'avocat Franquesa et leur petit enfant dans les bras. Leurs tristes visages sont une constante accusation contre la barbarie fasciste. Toute la ville les suit du regard avec émotion comme un symbole de leur protestation, et les fascistes eux-mêmes baissent la tête à leur passage.

Les éléments modérés de droite sont dégoûtés et disent qu'il est déjà temps que la terreur touche à sa fin, car ils ont été dépouillés par les troupes italiennes qui ont tout volé, en particulier le linge et les vêtements. Les Maures, concentrés au Palais Sacosta, s'infiltrèrent peu à peu à Gérone où ils violèrent les femmes sans aucune distinction de catégories. Parmi elles se trouvent les sœurs T. (on comprendra pourquoi nous taisons leurs noms) qui appartiennent à une famille de droite.

La faim. — La faim s'est emparée de cette région. Jusqu'il y a peu de temps, la population s'alimentait grâce aux dépôts établis par l'intendance de l'armée républicaine et abandonnés au moment de la retraite. De l'Espagne franquiste, il n'arrive à présent que des bananes et des conserves. Le pain est complètement noir. Il n'y a aucune huile ni graisse pour cuire les aliments. La spéculation, en dépit des mesures de police, est à l'ordre du jour.

On annonce officiellement qu'il y a eu, jusqu'à la date de notre information — 23 avril 1939 — une trentaine d'exécutions à Gérone. Cependant les exécutions atteignent le chiffre de 200, sans compter les prisonniers conduits à Barcelone et dont on ignore le sort. Il y a actuellement dans les prisons de 180 à 200 condamnés à mort. Chaque jour, quelques-uns d'entre eux sont fusillés en même temps que d'autres qui n'ont pas été jugés. Entassés dans des camions au pied de l'escalier de Saint-Martin, ils sont conduits à l'aube au cimetière en construction tout proche de l'ancien, où on les fait fusiller, non pas avec des mitrailleuses comme on l'affirmait dans les premiers temps, mais par des pelotons composés de deux phalangistes, deux requetès et deux gardes civils. Parmi les assassinés figurent entre autres : le camarade Angosto, camelot de la *Solidaridad Obrera*, militant de la C.N.T., le premier exécuté. Valentin, garde municipal, passé par les armes en dépit de son âge avancé. Carlos Rahola, historien érudit, intellectuel catalan bien connu, d'idées républicaines et autonomistes, qui ne militait dans aucun parti. Armengol, dirigeant du parti de la « Gauche catalane ».

Il serait matériellement impossible d'énumérer les noms de tous ceux qui sont tombés sous les balles fascistes. Nous ne pouvons vérifier les exécutions d'industriels connus, militants de la « Gauche catalane » de Gérone, tels que Malaret, Vidal et Rovira dont on chuchote la disparition. La compagne du professeur Balari est condamnée à la peine capitale. L'exécution de la compagne du journaliste Luis Bota a été suspendue en raison de son prochain accouchement. Parmi les victimes des « promenades » vers Barcelone, il faut citer le fonctionnaire de la municipalité, H. Jaumandreau, et Pedro Casagrau, membre du « Poum », qui avait subi dix-neuf mois de réclusion sous la répression stalinienne déchaînée contre le parti. Une autre victime des « promenades » fut Carmen Pujol, militante de la section féminine du « Poum ».

Les habitants de la ville n'osent plus sortir de chez eux. Les rues désertes ont un tragique aspect.

Arrestations. — Les arrestations se multiplient. Le nombre des détenus s'élève à plus de 2.000 actuellement (dans une ville dont la population avant la guerre ne dépassait pas 23.000 habitants). Les prisons départementales sont également pleines à craquer. A Gérone, les autorités du « nouveau régime » ont transformé en prison la caserne d'infanterie de Santo Domingo. Les cinémas du Colisée et de la Gran via servent de dépôts pour les soldats prisonniers ou pour ceux qui se sont rendus volontairement. La plupart des jeunes gens appartenant à des organisations ouvrières sont dirigés vers des camps de concentration de la province de Lérida.

Le propriétaire du Café Express a été condamné à six ans de réclusion pour avoir permis la répartition dans son établissement des paquets d'aliments envoyés à Gérone par le Centre Espagnol de Perpignan.

Quand les fascistes ne peuvent mettre la main sur ceux qu'ils recherchent, ils s'acharnent après les membres de leurs familles. Tel fut le cas de la compagne du journaliste Luis Bota, militant d' « Action catalane Républicaine », de la mère du camarade du « Poum », Enrique Adroher (Gironella), du père du camarade Juan Soler du Comité Local de Gérone, de la femme du professeur Balari. Tous ces parents d'émigrés, ont été emprisonnés alors qu'ils sont absolument dépourvus de toute personnalité politique.

Le fascisme français en action

Pour briser le courant d'opposition à la guerre, la bourgeoisie accentue sa répression. Déjà de nombreux ouvriers ont été frappés pour leur action antiguerrière. Le lundi 1er mai, devant la XIIe chambre correctionnelle, ont passé trois militants anarchistes : Faucier, Frémont, auteurs d'articles parus en septembre dans *le Libertaire*, et Vintrigner, ce dernier en tant que gérant; tous trois poursuivis pour « provocation de militaires à la désobéissance dans un but de propagande anarchiste ». Malgré les plaidoiries de Mes Fourrier, Weil-Curiel, Paz, Klotz et les dépositions de nos camarades Giroux et Chambelland, tous deux cités comme témoins, le tribunal a condamné Faucier à six mois de prison, Frémont à deux fois six mois, Vintrigner à trois fois six mois. *Le tribunal a refusé la confusion des peines.*

D'autre part, la répression s'abat sur les militants du P.S.O.P. Les perquisitions à leur siège se répètent. Leur journal « Juin 36 » est saisi, et le gérant René Lefeuvre est inculpé pour « propagande anarchiste! ».

De nombreux militants reçoivent la visite de policiers, sans mandat, mais qui ne se gêneraient pas pour perquisitionner si on les laissait faire. Avis aux camarades!

Tous les hommes de pensée libre, et il y a en encore dans notre pays, s'élèveront avec nous contre cette répression ignoble qui n'arrêtera pas la lutte contre la guerre!

Répression sans portée ou action féconde ?

A la suite des décrets de dissolution d'associations « culturelles » alsaciennes, fin avril, nous avons demandé à deux camarades, l'un de la Haute-Alsace, l'autre de la Basse-Alsace, — l'un, d'origine alsacienne, l'autre, immigré de « l'intérieur », — ce qu'il fallait penser de l'autonomisme alsacien.

Voici l'article de l'un et une lettre de l'autre :

Quand, au mois d'avril, par décret, différentes organisations d'Alsace ont été dissoutes, nombreux sont ceux qui se sont demandé si ces organisations étaient vraiment un danger pour l' « intégrité de la nation », s'il était vrai qu'elles étaient, consciemment ou inconsciemment, des agents d'Hitler.

Comme ces décrets sont intervenus à un moment de tension internationale et après une période de développement du pangermanisme, bien des camarades se sont certainement dit : « Pour quand la « question » de l'Alsace-Lorraine ? ».

Nous nous proposons de donner, dans les lignes qui suivent, un exposé objectif sur l'autonomisme et la propagande hitlérienne en Alsace, en essayant de ne pas nous laisser entraîner par le courant nationaliste et chauvin des uns, ni de nous laisser influencer par le courant, un peu douteux, des autres qui feignent un détachement complet des événements internationaux et de tout ce qui ne regarde pas directement leurs intérêts immédiats.

Les décrets et l'attitude de la presse alsacienne

Voyons d'abord le rapport au Président de la République, dans lequel sont exposés les motifs des décrets. Nous y lisons :

Un certain nombre de groupements se sont formés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, qui, sous couleur de rechercher avec un pays étranger des relations culturelles ou de préconiser une réforme administrative locale, s'efforcent, en réalité, de détacher moralement de la France les populations de ces départements et de préparer ainsi leur séparation de fait, et éventuellement de droit, du reste de la patrie.

Leur action, pour dépourvue d'efficacité qu'elle puisse être, n'en présente pas moins un danger public, tant par les craintes qu'elle suscite chez les uns, que par les espoirs — d'ailleurs vains — qu'elle éveille chez les autres.

Etant donné qu'il est constant que leur but réel est de porter atteinte à l'intégrité du territoire national nous avons estimé qu'il y avait lieu de dissoudre ces divers organismes...

Constatons l'étrangeté du deuxième alinéa où l'on commence par nier l'efficacité de la propagande des groupements qu'on dissout, pour ensuite présenter leur existence comme un danger public !

Trois associations ont été dissoutes, l'*Elsaessischer Volksbildungsverein*, ayant son siège à Strasbourg, le *Bund Erwin von Steinbach*, ayant son siège au château de la Hunebourg près Neuweiler (Bas-Rhin), et la *Elsaessische Jungmannschaft* avec son siège, également à Strasbourg. Quelle a été la position des différents partis alsaciens à l'égard de cette dissolution ?

La *Elsaessische Volkspartei*, c'est-à-dire le parti clérical, s'exprime ainsi dans son journal *Muelhauser Volksblatt* (L'Echo de Mulhouse) :

..... Il nous manque les éléments pour que nous puissions nous prononcer sur les mesures prises par le gouvernement...

Si les groupements dissous ont fait de la propagande antinationale pour la séparation de l'Alsace de la France, personne ne les défendra. L'opinion publique, dans ce cas, approuvera les mesures du gouvernement.

Mais dès les lignes suivantes et, cette fois, en caractères gras, *L'Echo de Mulhouse* pose la question :

Mais est-ce que l'on possède des preuves ? Des preuves irréfutables... Nous ne pouvons, en nous basant sur notre expérience passée, nous défaire de certains doutes.

Dans le *Muelhauser Tagblatt* du 26 avril, qui est le journal de l'Alliance Démocratique, donc du parti dont M. Flandin est le chef, nous voyons figurer sous le titre « La défense de l'unité nationale », en caractères gras :

Dans les cercles politiques on a pris connaissance des mesures de dissolution avec la plus grande satisfaction.

Mais, sous ce titre en caractères gras, suit un exposé objectif, qui ne prend position, ni pour, ni contre.

En revanche, le *Républicain du Haut-Rhin*, quotidien du Parti socialiste S.F.I.O. écrit, dans son numéro du 26 avril, qu'aucun homme raisonnable ne peut être contre les mesures prises par le gouvernement, étant donné qu'il était temps de supprimer la presse subventionnée par l'argent étranger, qui travaille contre les intérêts vitaux de notre pays. On attire surtout l'attention sur le fait que c'est cette presse-là qui a importé d'Allemagne la haine de race, et la campagne contre les juifs.

L'Humanité de Strasbourg (quotidien du Parti communiste pour l'Alsace) écrit dans son numéro du 27 avril :

Nous avons, ici, démontré le rôle des agents nazis qui se cachent derrière le bouclier « elsaessische Heimarrechtler », et aujourd'hui la dernière trace de doute est tombée. La défense de notre pays ne peut avoir rien de commun avec ces éléments qui sont dévoués corps et âme à la politique pro-guerrière des nazis.

Le lendemain de la dissolution des associations, le journal autonomiste *Elz* est saisi.

Le *Muelhauser Volksblatt*, journal des cléricaux, proteste ; par contre, *L'Humanité* et le *Républicain du Haut-Rhin* expriment leur satisfaction.

Voilà donc la position prise par la presse des différentes organisations politiques, à l'égard des mesures gouvernementales : réserve chez les cléricaux et les modérés, approbation chez les socialistes et les communistes.

L'autonomisme alsacien ne date pas d'Hitler

Mais une première question se pose : à quand remontent les tendances autonomistes et séparatistes en Alsace ? Est-ce Hitler qui les a créées, ou existaient-elles avant lui ?

D'aucuns font remonter l'autonomisme en 1924, lorsque Edouard Herriot était président du conseil, période pendant laquelle il a été question de l'introduction de la laïcité en Alsace. Mais, il n'a éclaté en 1924 que simplement ce qui existait déjà. Les cléricaux se sont simplement servis alors du mouvement autonomiste pour exercer un chantage sur le gouvernement radical. Ils craignaient une diminution de leurs privilèges.

Dans une étude de notre camarade Emile Erhard nous trouvons sur l'origine du mouvement autonomiste les renseignements suivants :

Dès après la guerre des organismes se créent, en Allemagne, dans le but de maintenir en éveil la pensée allemande en Alsace et Lorraine. Ce sont ces mêmes organismes qui seront bien souvent nommés au cours du procès de Colmar. Ils seront d'abord formés par les « Alsaciens-Lorrains du Reich », vivant apparemment, au début, de leurs propres moyens et des subventions bienveillantes de certains particuliers et de certaines autres organisations, et envoyant continuellement des émissaires en Alsace apportant des paquets d'écrits, publiés dans l'intention de maintenir leurs rapports d'antan avec l'Alsace...

L'un d'eux, le *Hilfsbund* est affilié au *Schutzbund*, fédération qui groupe dès 1925, sous la présidence du Dr. Carl von Loesch, 126 grandes associations, dont l'une compte alors 1.200.000 membres. Le programme est défini dans les directives suivantes :

« Unir toutes les corporations travaillant dans les pays frontières et à l'étranger pour le « Deutschtum », protéger les compatriotes en danger, sans distinction de religion ou d'opinions politiques ou d'oppositions de classes. »

En Allemagne, on fournit un effort financier immense pour entretenir le « Deutschtum » à l'étranger.

L'Association pour le germanisme à l'étranger, dans le courant de l'année écoulée, a disposé en recettes et en dépenses de plus de 2 millions de marks : 724.000 marks en chiffres ronds ont été dépensés pour subventionner les écoles, dont 201.000 marks en bourses, 234.000 marks en fondations, 65.000 marks pour le colportage de la librairie allemande à l'étranger, 27.000 marks pour le foyer des enfants à Gossen, 268.000 marks pour le travail de propagande.

Or, cela se passe en 1927, six ans avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir !

Cela se passe au moment du fameux procès autonomiste de Colmar. A cette époque il y avait non seulement le parti clérical qui était autonomiste, mais le parti communiste s'était, lui aussi, embarqué dans l'autonomisme et le séparatisme. Rappelons que c'est l'avocat Berthon, alors membre du Parti communiste, qui assuma la défense des accusés autonomistes et, détail amusant, c'est le Secours Populaire, dit alors Secours Rouge, qui a réglé la note !

Rappelons encore que par contre, à ce moment-là, c'est l'Alliance Démocratique qui fournit les équipes de matraqueurs qui attaquèrent les autonomistes durant le procès.

De tous les groupements politiques, seul le Parti socialiste a toujours su se tenir éloigné du mouvement autonomiste.

La propagande hitlérienne actuelle

A côté des groupements qui ont été supprimés par les décrets du 24 avril il y en a d'autres, non moins autonomistes et qui essayent d'introduire en Alsace les méthodes hitlériennes. Nous visons particulièrement le *Bauernbund* (Ligue paysanne), et son chef, Bilger.

Le *Muelhauser Volksblatt*, journal des cléricaux, engagea Bilger comme rédacteur de sa page agricole, alors que l'Abbé Haegy dirigeait encore la presse cléricale du Haut-Rhin (1927) ; c'est grâce à cette aide des cléricaux que Bilger put gagner la confiance des larges couches paysannes et y développer sa propagande, qui est foncièrement antimarxiste, antisémite et antidémocratique. Que des relations existent entre le service de propagande allemand et Bilger, cela est prouvé par le fait suivant que nous détachons de l'étude déjà citée :

L'auteur de cet ouvrage avait à recevoir au printemps 1936 un envoi de brochures de Tchécoslovaquie. Il fut invité par les services de douane de Mulhouse à aller dédouaner l'envoi... A la douane de Mulhouse on nous remit un colis de brochures. En l'ouvrant, nous eûmes la surprise de trouver une série de tracts, de brochures et de journaux de propagande allemande ; entre autres, un discours de Goebbels, en français, et un journal également en français, sur lequel nous crûmes lire le titre : *Le Réveil des Nations*. Voyant qu'il y avait erreur, nous refermons le paquet et constatons que cet envoi venait du fameux *Weltdienst* (Service mondial) d'Erfurt et était adressé à M. Joseph Bilger, « Fuhrer » du « Bauernbund ». Sur ce, nous avons dénoncé publiquement l'affaire... Elle fit beaucoup de bruit, et de nombreux journaux reproduisirent notre révélation. Bilger les bombarda d'une rectification dans laquelle il était dit qu'il n'avait jamais vu, jamais lu, et jamais commandé des journaux ou des tracts de propagande allemande, et particulièrement qu'il ne connaissait pas ce journal *La Voix des Nations*.

Or nous n'avions jamais parlé d'un journal *La Voix des Nations*, mais du *Réveil des Nations*. Comme nous avons pu le constater par la suite, le journal en question s'intitulait bien cependant *La Voix des Nations*, il était imprimé au *Weltdienst*, à Erfurt; dans la hâte, nous avions mal lu. Or, B. Bilger, qui, pourtant, comme il le prétendait dans sa rectification, n'avait jamais vu, lu et commandé le journal en question, connaissait son titre exact, bien que personne n'en eût parlé avant lui...

⁂

A la propagande ouverte pratiquée en Alsace par ces groupements et certains autres, s'ajoute celle occulte faite surtout dans le P.S.F. et le P.P.F. Tout en criant « la France aux Français », tout en pestant contre les juifs et les marxistes, ces organisations n'en renferment pas moins des individus louches dont quelques-uns furent déjà arrêtés pour espionnage en faveur de l'Allemagne. Pour montrer l'ampleur de la propagande allemande, empruntons à l'ouvrage déjà cité quelques chiffres :

Les kiosques à journaux alsaciens, en particulier dans les gares, sont inondés de publications allemandes. Il nous a été possible d'acheter, en un jour, au kiosque à journaux de la gare de Colmar, pas moins de 27 journaux et illustrés allemands différents, à un prix très réduit. Le chiffre exact des journaux allemands introduits en Alsace est d'ailleurs impressionnant. Il nous a été donné de nous procurer la statistique officielle de la dernière semaine du mois de mars 1938. Eh bien! dans cette semaine il a été introduit en Alsace :

27 hebdomadaires allemands avec	46.000	exempl.
23 quotidiens allemands, avec ...	935	»
organes bi-mensuels	5.700	»
mensuels	15.400	»
divers	200	»
En tout 211 périodiques et journaux allemands, avec	68.311	exempl.

La complicité, consciente ou inconsciente, du gouvernement français

Quelles forces s'opposent à la propagande allemande ?

Aujourd'hui que l'Alliance Démocratique de M. Flandin flirte avec Hitler et avec les cléricaux-autonomistes d'Alsace, il ne reste pour s'opposer

à la propagande autonomiste et séparatiste que les groupements de gauche : le Parti socialiste, les syndicats C. G. T., et le Parti communiste qui a changé de position et est devenu maintenant un farouche défenseur de l'Alsace française. Pourquoi ces groupements sont-ils adversaires de l'autonomisme et du séparatisme ? Il y a à cela plusieurs raisons. Il y a d'abord une raison de politique générale. Rappelons que l'autonomisme est farouchement antidémocratique, antimarxiste et antisémite. Il serait donc difficile aux groupements précités de ne pas en être l'adversaire, mais, en outre, les individus qui composent ces groupements sont francophiles, les uns par sentimentalité, d'autres par opposition au pangermanisme, et d'autres encore parce que syndicalistes, parce que révolutionnaires, tout simplement parce qu'il est encore possible en France d'être syndicaliste, d'être révolutionnaire, sans avoir à connaître la main du bourreau.

Mais vous voudriez certainement savoir dans quelle mesure le gouvernement français lui-même fournit un effort pour lutter contre la propagande autonomiste et séparatiste en Alsace ? Eh bien ! les divers gouvernements qui se sont succédé depuis la guerre se sont payés le luxe de ne rien faire, ou presque, pour attacher l'Alsace à la France ou pour l'y intégrer complètement. Certes, il est un peu tard, maintenant, pour supprimer purement et simplement le Concordat concernant l'Alsace conclu avec le pape, parce que l'influence des curés a gagné les larges couches dans les vallées d'Alsace, mais, si l'on avait eu le courage, dès 1918, d'introduire les lois laïques en Alsace, personne n'aurait alors protesté.

Rappelons qu'aujourd'hui encore les instituteurs des écoles primaires, en Alsace, sont obligés d'enseigner la religion, même s'ils sont personnellement libres penseurs. Les programmes scolaires de l'école primaire comportent trois heures d'enseignement de la religion par semaine. Dans les quatre écoles normales d'Alsace (Colmar, Obernai, Metz et Strasbourg), chaque postulant doit, à son entrée, déclarer sa religion ; s'il déclare ne pas en avoir, il n'est pas admis. Voilà plus de vingt ans que dure ce scandale, et nos gouvernants n'ont rien fait pour le faire cesser. L'Alsacien qui veut devenir instituteur sans se soumettre au joug confessionnel est obligé de choisir une école normale à « l'intérieur de la France », comme on dit chez nous.

En face de la propagande de la radio allemande, qu'avons-nous en Alsace ? Le poste d'Etat de Radio-Strasbourg a son conseil de gérance présidé par un « ecclésiastique », et qui ne conforma pas toujours ses actes à l'enseignement de l'Evangile. Ce qui prédomine comme émissions, ce sont des émissions religieuses, de musique religieuse, etc... Une propagande pour inciter les Alsaciens à connaître la France, une éducation montrant aux Alsaciens les avantages du régime démocratique et républicain, font complètement défaut.

Un seul radio-journal est édité en Alsace en langue allemande : la *Neue Radio-Zeitung*. Il est dans les mains des cléricaux. Voilà le programme des causeries qu'il recommande pour le dimanche 14 mai :

8 h. 45 Luxembourg : Causerie du dimanche, religieuse et catholique, du Rév. Père Desplanques.
11 h. 50 Radio-Paris : « L'assaut des forces invisibles : une puissance universelle », causerie catholique.
13 h. 55 Radio-Strasbourg : « Les anémies », causerie médicale.
14 h. Sottens : Causerie sur les arbres fruitiers.
17 h. Bruxelles : « Les mamans souriront ».
17 h. 45 Causerie à l'occasion de la fête nationale : « Jeanne d'Arc ».
18 h. Sottens : « Le Saint-Esprit ».

Mais le gouvernement ne fait-il donc rien du tout ? S'il fait quelque chose, nous l'ignorons. Il est évidemment plus facile, et cela coûte moins cher, de sortir un décret de répression, que d'entreprendre un effort sérieux pour attacher les Alsaciens aux principes démocratiques de la République.

Au point de vue économique, même inaction. On nous a promis, voilà quelque temps, un crédit de 50 millions pour avances aux industries qui se trouvent en difficultés. Nous ne savons pas que le premier sou de ces 50 millions ait été versé.

A différentes reprises nos syndicats ont démontré à l'autorité publique que des industriels déplacent leurs usines de nos départements vers l'intérieur de la France ; conséquence : accroissement du chômage ; nous avons demandé des mesures très énergiques pour que l'Alsace ne soit pas réduite à l'état d'un pays totalement dépourvu d'industrie. Or, nous n'avons pas constaté que le moindre effort ait été fait dans ce sens ; les industriels continuent à débaucher et à fermer leurs usines.

Est-il vraiment si difficile à un gouvernement d'attacher les Alsaciens à la France, en les intéressant à ce qui se passe à l'intérieur ? Ne pourrait-on pas, par exemple, créer ou subventionner une agence organisant des voyages pour les Alsaciens dans les différents départements français afin de leur montrer les beautés du pays et les faire entrer en contact avec ses ouvriers ?

Est-il impossible d'exécuter des travaux publics dans nos départements, chose qui aiderait à résorber le chômage, actuellement très développé, principalement dans le Haut-Rhin, — mesure qui aurait également pour effet d'affaiblir les groupements P.P.F et P.S.F. qui, par leurs relations avec certains patrons, arrivent à procurer du travail aux chômeurs qui acceptent de faire partie de leurs groupements ?

Ne pourrait-on pas accorder des crédits aux municipalités d'Alsace pour leur permettre d'exécuter de grands travaux ?

Est-il impossible de consacrer une certaine somme à l'achat de livres français et de les mettre à la disposition des bibliothèques existantes en Alsace, aussi bien les municipales que les syndicales ? Est-il impossible de démontrer par une propagande convenablement illustrée l'avantage culturel que trouveraient les ouvriers alsaciens à connaître la langue française ? Arrêtons-nous là.

On nous dira que tout cela coûte de l'argent. Mais si nous ne nous trompons pas, l'Etat français réalise dans les Mines domaniales de Potasse d'Alsace des bénéfices qui se comptent par centaines de millions. Si « notre » gouvernement voulait utiliser ces bénéfices pour contrecarrer la propagande autonomiste et pro-hitlérienne il pourrait faire l'économie des décrets-lois du genre de ceux qui sont sortis le mois passé. Et si le chef du gouvernement avait fait réintégrer nos sanctionnés du 30 novembre (la France au travail !!), parmi lesquels il y a même des mineurs des mines d'*Etat* de potasse, peut-être que ces ouvriers en concluraient : « Nous ne sommes pas simplement là pour défendre les intérêts de l'impérialisme français, mais aussi notre *droit au travail*, puisqu'on nous le reconnait » ; et, à ce moment, les efforts des agents hitlériens tomberaient sur un terrain où ils ne germeraient plus.

Louis MERSCH.

Pas devenus pro-hitlériens mais restés autonomistes

Chers Camarades,

Après un commencement d'enquête et diverses conversations avec des Alsaciens (professeurs, petits bourgeois, ouvriers,...) j'ai abandonné l'idée de vous faire un long article sur l'autonomisme alsacien.

D'une part, en effet, la question est très délicate à traiter objectivement pour un Français de « l'intérieur » (comme on dit ici) qui ne parle pas alsacien, et qui, par là-même, ne parvient pas facilement à saisir les nuances d'un caractère difficile à définir.

D'autre part, cette question a été totalement déformée dans les esprits des non-Alsaciens : d'abord par une certaine propagande communiste antihitlérienne (affiches « Hitler veut l'Alsace », reportage dans *Messidor* sur des « autonomistes hitlériens ») manquant totalement d'objectivité; ensuite par les derniers décrets-lois qui ne sont que du « bluff » puisque la plupart des Alsaciens *ignoraient* même l'existence de ces trois ligues ou associations dissoutes. C'est vous dire... leur importance !

Ceci dit sur cette sorte d' « autonomisme », il faut bien avouer que si l'Alsace n'a pu être assimilée par les Allemands, elle ne le sera pas plus par les Français. L'Alsacien s'apparente à la race germanique par des défauts apparents mais presque toujours superficiels : goût de la discipline, cortèges marchant au pas, brutalité des manières, lourdeur d'esprit, et certaine similitude de nourriture et de boisson. Mais il est frondeur, amoureux d'une certaine liberté... Très difficile à décrire exactement, et à connaître à cause de sa méfiance instinctive pour les gens de l' « intérieur ». Enfin l'Alsacien n'aime pas les Juifs, et il est habituellement croyant et pratiquant. Deux choses que le Français moyen comprend mal.

Ainsi les Alsaciens ont pu avoir quelque sympathie pour les persécutions antisémites d'Hitler, au moment même où le Front populaire conduisait, en France, Blum au pouvoir ! Mais depuis, Blum est parti, et... Hitler s'est mis à persécuter les catholiques aussi. Ainsi la propagande hitlérienne en Alsace est à peu près devenue totalement inefficace. C'est au contraire un chauvinisme français antihitlérien qui semble la caractéristique de l'Alsacien moyen 1939.

Cela ne signifie pas que l'idée d'une Alsace indépendante, dans une fédération française, ne reste pas au fond des cœurs alsaciens. L'originalité persistante de son dialecte, de sa vie, de ses croyances, prouve assez bien que toute tentative d'assimilation complète serait d'avance vouée à l'échec. Que les circonstances évoluent dans le sens d'une paix durable avec l'Allemagne, et l'on verra sans doute renaître la propagande autonomiste véritable. Car il ne faut pas oublier que la plupart des personnalités politiques d'Alsace ont été élues sous l'étiquette autonomiste. Ceux qui étaient autonomistes du temps allemand, le sont restés après la guerre. Ils sont toujours en vie. Mais ils se taisent, pour le moment. Et il est bien difficile de savoir ce que pense un Alsacien... quand il se tait.

Jean Regany.

pauvre gosse

les lecteurs de cette revue n'apprendront pas sans tristesse la mort, survenue au début de ce mai maussade, de l'un des plus actifs collaborateurs de *la révolution prolétarienne*, l'un de ses plus sincères amis : le jeune *françois pâquier*, plus connu ici sous le nom de *esperanto*.

il appartenait aussi à sennacieca asocio tutmonda (association mondiale anationale) depuis l'âge de quinze ans. dès qu'il apparut dans les groupes espérantistes ouvriers, il reçut le surnom de *bubo* (gosse), à cause de l'enthousiasme juvénile qu'il n'a cessé de professer pour la langue internationale.

. . . avant de clore au jour [ses] yeux battus d'un si long vent,

il adressa à *sennaciulo* (1) un émouvant adieu à la vie où il annonçait et motivait sa détermination de mettre fin à ses jours, à ses vingt-cinq printemps.

il fut donc, avant tout, un sennaciisto, un anationaliste. il n'est pas douteux que, malgré les désillusions qui l'ont assombri, l'esperanto fut pour notre regretté camarade ce qui l'a aidé le plus efficacement à supporter ses souffrances, à rester un adversaire irréductible du chauvinisme.

sa lutte individuelle contre l'armée doit être relatée, bien qu'il n'en ait rien dit dans son dernier écrit. il réussit à se faire incorporer en suisse, pour pouvoir ensuite résider tranquillement dans ce pays. en effet, le service militaire peut y être considéré comme une partie de plaisir quand on le compare à la lourde servitude imposée à ceux qui ont eu le malheur de naître sur le territoire de la république française. il acquit ainsi le droit d'y travailler mais n'y fut embauché que très rarement.

c'est pourquoi il revint dans son pays natal et se présenta aux autorités militaires. il fut incarcéré au cherche-midi et mis ensuite en observation au val-de-grâce. on le réforma parce que l'épilepsie dont il était atteint le rendait absolument impropre à l'œuvre de carnage à laquelle il aurait certainement refusé de participer s'il avait joui d'une bonne santé.

il reprit donc sa place parmi nous, parmi ceux qui combattent sans arrêt les exploiteurs de la jeunesse, de sa jeunesse. malheureusement son cerveau trop souvent se rébellait, et suspendait le fonctionnement de tout son organisme qu'il avait consacré avec ferveur à la conquête de la liberté pour les esclaves modernes.

maintenant son corps inerte repose quelque part dans une nécropole.

nous ne voulons pas, nous ne devons pas lui reprocher sa « désertion ». au contraire, il est regrettable que nul n'ait pu lui serrer la main avant qu'elle se fût raidie pour toujours.

ah! n'avoir pu poser un baiser sur son front que ridèrent prématurément des douleurs sans nom et des soucis sans nombre; n'avoir pu ainsi, au moment où il se préparait pour la tombe, lui donner le viatique qui l'eût aidé à franchir la limite de son existence courte et tourmentée : quelle amertume !

meyer paul.

(1) revue éditée par s.a.t., 67, avenue gambetta, paris (20e).

Pendant qu'il est encore temps!...

L'ami Finidori vient de me relancer pour que j'écrive enfin! un article sur la situation syndicale dans les métaux. J'avoue que depuis mon dernier papier consacré au congrès de ma Fédération d'industrie, un immense dégoût s'est emparé de moi. J'avais bien promis à l'époque de tenir mes camarades de la *R. P.* au courant de ce qui se passe chez nous. Il me faut beaucoup de courage pour réagir contre l'enlisement dans lequel glisse irrésistiblement le monde des ouvriers métallurgistes, chloroformés par des mots d'ordre « antifascistes » qui font sans contestation possible le jeu du Comité des Forges en particulier et du système capitaliste en général.

On pourra dire : « Tu nous la bailles belle, mon vieux! C'est là, aujourd'hui, le sort de tous les ouvriers, quelle que soit leur corporation, depuis que la C.G.T. a démissionné de son rôle naturel de défense des intérêts syndicaux, pour empêcher la démission de la France impériale! » A mon avis, les Métaux auraient pu mieux résister, du fait qu'ils devenaient la seule grande industrie prospère travaillant nuit et jour pour la « prochaine dernière ». Les conditions matérielles et psychologiques d'un cran d'arrêt possible contre le contre-offensive du patronat désireux avant tout de reprendre les conquêtes de juin 36 existaient dans nos syndicats plus qu'ailleurs; mais il aurait fallu que leurs dirigeants ne soient pas dans leur presque totalité soumis corps et âme à la politique du Komintern. Et, sous ma plume cet argument n'a rien d'un argument anticommuniste classique. Je suis désolé, pour ma part, que ceux qui étaient les théoriciens du « défaitisme révolutionnaire » jadis se révèlent aujourd'hui comme étant de vulgaires navigateurs pour temps calme. J'aurais été assez curieux de les contempler dans l'application pratique de leurs thèmes d'agitation des années antédiluviennes d'avant février 34.

Je crois sincèrement que ce serait une erreur de continuer à planer dans les hautes régions doctrinaires pour expliquer le changement d'attitude des cadres du P.C. qui sont dans beaucoup de cas les mêmes à la C.G.T. Il y a un facteur humain qui joue considérablement pour faire comprendre que voler au secours de la victoire est plus facile que de serrer les dents face à l'écroulement actuel de l'intelligence syndicaliste, faite d'aspirations très réelles vers la liberté, la fraternité et l'apatriotisme (condition indispensable pour marcher à la véritable Internationale, alors que les foules de nos meetings font trop souvent, avec joie, hélas! du mauvais jacobinisme à la sauce russe).

Ainsi la facilité domine dans les rangs ouvriers; c'est la raison pour laquelle, sans se casser la tête, tant de militants se sont rangés sous les plis du drapeau vainqueur, en l'occurrence celui de Moscou. La conquête de la C.G.T. par les communistes, car au fond l'élection-surprise de la C.A. confédérale à Nantes n'empêche pas qu'en fait toutes les grandes fédérations d'industrie soient entre leurs mains, et que virtuellement ils soient les maîtres de la Confédération, oui cette conquête a été une victoire d'un « appareil » admirablement au point, bien huilé, d'une efficacité absolue.

Je n'ignore pas qu'à force de transformer les hommes en rouages agissant uniquement sous une impulsion centrale, jamais discutée, l'on se met à la merci, comme toutes les machines du reste, d'un gravier quelquefois insignifiant à l'origine. J'écris ces choses-là, car je crois que si le véritable fascisme français au moment du 6 février a été dilué on le doit au peu d'influence à ce moment-là de ceux qui veulent résoudre les problèmes sociaux à l'aide d'« appareils » sans âme qui du jour au lendemain peuvent servir aussi bien l'ennemi que l'ami.

Les événements d'Espagne peuvent également démontrer que la caporalisation n'est pas toujours un facteur de succès. Et, le sort du Dr. Negrin toute proportion gardée devrait sur le plan syndical inspirer les méditations du secrétaire général de la C.G.T.

Ces quelques considérations faites, et elles valent pour l'ensemble du mouvement prolétarien (partis, coopératives et syndicats), je crois utile de revenir sur le passé, du moins un passé assez récent. A la fin de 38, la réélection au congrès fédéral des Métaux de la C.E. amena quelques incidents sur lesquels il est bon de fournir des détails. Les communistes, qui savent haïr, et je regrette pour ma part que beaucoup d'ex-confédérés ignorent cette vertu, lancèrent l'exclusive contre certains militants candidats à nouveau parce que dans l'exercice précédent de la C.E. ils s'étaient permis des critiques à ciel ouvert. J'emploie à dessein cette expression car maintenant il est de bon ton de se faire poignarder dans le dos, dans l'obscurité, sans pousser ouf! tandis que la discussion face à face est considérée comme un crime impardonnable contre l'Unité. Bien entendu, j'étais dans le lot des délinquants. Contre Jouvance, de Saint-Nazaire, et moi nos excellents camarades de la région parisienne s'acharnèrent à qui mieux. Doury en particulier avec cette sobre éloquence qui lui permet de faire passer solennellement les contre-vérités les plus éculées comme paroles d'Evangile s'acharna sur les « Munichois ».

Rien n'y fit. Croizat crut plus habile, en tant que secrétaire général de la Fédération, de ne pas aggraver la bagarre que Roy et Chevalme menaçaient de faire durer en donnant leur démission de secrétaires fédéraux.

Hélas! la chose ne fut pas présentée de cette façon-là dans le compte rendu de l'Union des Métaux. On insinua que Jouvance et moi-même avions pris l'engagement d'honneur de nous amender et de regarder sans cesse avec terreur l'épée de Damoclès des sanctions disciplinaires suspendues au-dessus de nos crânes. Il n'en est absolument rien la lecture de cet article suffit à le démontrer.

Je m'étonne pour ma part que l'on puisse attacher de l'importance et surtout de la véracité dans nos milieux à ce genre de littérature. Nous sommes tous avertis de l'extrême malfaisance intellectuelle des journalistes staliniens. Si pour juger mon ami Roy ainsi que moi l'on se fie à l'Union des Métaux qui pratique presque tout le temps le mensonge par omission (et c'est le moins grave dans ce journal à notre égard) autant croire aux redressements financiers à la Paul Reynaud.

Il est possible de discuter le fait que nous avons choisi de demeurer à la C.E. de la fédération plutôt que d'imiter nos camarades du Bâtiment. Je crois qu'il faut avoir le cuir assez endurci pour cohabiter avec les communistes des Métaux. Ils sont dans cette fédération maîtres de toutes les manettes de commandement. La représentation des

25 groupes fédéraux leur appartient ou presque. Les succès leurs sont montés à la tête; d'immenses masses d'ouvriers les suivent encore; ils ont créé des œuvres sociales incontestablement belles, grâce aux millions des syndiqués de 36. C'est donc normal de supposer que d'une chiquenaude ils pourraient se débarrasser de ce qui constitue la minorité du moins sur le plan fédéral. A Paris la chose a été faite. Le syndicat dans sa direction est cent pour cent communiste. « Alors quoi? », allez-vous me dire. Je crois qu'ils n'ont aucunement la certitude d'avoir bien acquis à leurs conceptions les masses de métallos de la province. C'est le fameux « appareil » qui a joué en leur faveur, mais ils ne sont pas sûrs de son maniement autant qu'à Paris. Ils veulent réserver l'avenir en conservant à l'opposition de bien maigres possibilités d'expression qu'elle s'acharne de son côté à défendre sans écho pour l'heure. L'enjeu est grave, car nous ne pouvons désespérer de la conscience totale des métallos. Nous savons bien à quelques-uns que si Paris peut subir sans espoir immédiat de redressement la loi fatale de l'« appareil », car une capitale est naturellement centralisatrice, la province qui réfléchit toute seule, qui répugne aux slogans doit un jour faire « redémarrer » le syndicalisme.

C'est ce miracle que nous voulons voir. Peut-on nous reprocher alors, sous les outrages de nos adversaires, sous les regards sceptiques de beaucoup de nos proches amis, de batailler sans gloire aujourd'hui pour être là demain prêt à répondre « présents! », lorsque de nombreux métallos affirmeront leur volonté d'en finir avec la duplicité communiste dans le syndicalisme, duplicité, qui permet objectivement au Comité des Forges de récupérer au nom du danger extérieur toutes les conquêtes sociales de juin 36?

ALBERT LEMIRE,
membre du Bureau exécutif fédéral des Métaux.

ENTRE NOUS

NOTRE APPEL EST ENTENDU

Voici, d'abord, de nouvelles réponses :

D'un abonné, instituteur, du Calvados :

Evidemment, il faut que la *R. P.* vive, et je t'assure que je ferai tout mon possible pour répondre chaque mois à l'appel que tu viens de lancer. Pour aujourd'hui, je t'adresse un chèque postal de 25 francs.

De J. Poiraudeau, instituteur de Vendée :

Ta lettre ne m'a pas point laissé insensible. Mais tu n'ignores pas, qu'aujourd'hui ce sont tous les journaux qui veulent rester libres qui sont dans la même situation...

Je donne déjà 25 francs par mois pour « Juin 36 ». Je ne peux pas, malgré toute ma sympathie pour l'esprit de la *R. P.*, te promettre un tel engagement que je ne pourrais pas tenir.

Tout ce que je peux te promettre, c'est de te prendre deux numéros au lieu d'un. Je te paierai donc un autre abonnement. Je l'adresserai chaque fois à un ami, que j'essaierai (mais c'est dur) de transformer en abonné.

De Philippon, correcteur parisien :

Je suis sensible à ton appel, et personne plus que moi ne désire que continue à vivre la *R. P.*, dont l'utilité, et la nécessité, même, ne me paraissent pas contestables surtout dans les moments d'abandon que nous vivons. Mais... je te dis tout de suite que 25 francs, c'est trop pour moi, d'autant que, comme tant d'autres, je suis sollicité de différents côtés. Je m'engage à verser 10 francs par mois.

Enfin, un abonné déjà ancien, Dehay, de Lens, nous écrit :

Présent pour votre appel! Non et non, il ne faut pas que la *R. P.* disparaisse surtout en ce moment si critique. Ci-joint 100 francs pour mai, juin, juillet, août.

Et, sans attendre, donnons maintenant la première liste des souscriptions versées :

Prugnot (Bas-Rhin)	20.—
Poulier (Rhône)	10.—
Lefevre (Puy-de-Dôme)	20.—
Autuche (Haute-Loire)	60.—
Nouelle (Seine-et-Oise)	10.—
Lagain (Côtes-du-Nord)	5.—
Lippe (Belgique)	24.20
Martinet (Ille-et-Vilaine)	10.—
Barat	100.—
Un abonné (Calvados)	25.—
G. Goujon (Seine-Inférieure)	20.—
Esperanto (Paris)	50.—
Laplagne (Seine)	25.—
Roy (Paris)	50.—
M. D. (Loire)	60.—
Maupioux (Paris)	100.—
Albertini (Aube)	25.—
Legrain (Seine-et-Oise)	5.—
Déjoint (Seine-et-Oise)	15.—
Roger (Seine)	20.—
Mallet (Haute-Loire)	200.—
Fradin (Paris)	20.—
Croze	100.—
Geslin (Seine)	25.—
Prudhomme (Paris)	40.—
Léger (Paris)	25.—
Chambon (Paris)	25.—
Baudin (Saône-et-Loire)	20.—
Chevance (Côtes-du-Nord)	20.—
Meysenq (Hautes-Alpes)	10.—
Cristol (Bouches-du-Rhône)	60.—
Monteil (Seine)	25.—
Martin (Paris)	10.—
Cornec (Finistère)	50.—
Fontaine (Rhône)	25.—
Debré (Paris)	100.—
Lacoste (Meurthe-et-Moselle)	40.—
Duchêne (Seine)	10.—
Barrué (Gironde)	100.—
Gaye (Seine)	25.—
Di Luccio (Alger)	10.—
Nouelle (Seine-et-Oise)	30.—
Speiser (Paris)	10.—
Maupioux (Seine)	10.—
M. (Seine)	200.—
G. Pelletier	10.—
Claveyrolas (Loire)	10.—
Leleu (Bouches-du-Rhône)	100.—
F. Challaye (Paris)	20.—
Mersch (Haute-Rhin)	25.—
Dehay (Pas-de-Calais)	100.—
Lancia (Jura)	50.—
J. Laurent (Allier)	25.—
Désobry (Paris)	5.—

Le total atteint 2.189 fr. 20. Chiffre réconfortant!

Collection

Il manque à un de nos amis pour compléter sa collection de la *R. P.* les numéros suivants : 126-168-171-187-197-223/224.

Prière aux camarades qui auraient ces numéros en double de nous les envoyer.

Merci.

Le gérant : M. CHAMBELLAND

Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e)

Malgré tout,

malgré les poursuites

et malgré l'interdiction

S. I. A.

ORGANE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE ANTIFASCISTE

CONTINUE A PARAITRE

Luttez contre l'arbitraire, abonnez-vous ! Vous recevrez SIA chaque semaine.

Abonnements : 6 mois 13 francs; un an 25 francs.

Chèque postal : Faucier, 26, rue de Crussol, Paris 596-03

Collaborent :

Henri Jeanson, Georges Pioch, Jules Rivet, Emilienne Durruti, Marceau Pivert, Marcelle Capy, R. Louzon, M. Chambelland

L'une des critiques faites à l'œuvre de

KARL MARX

est que sa théorie de la valeur n'explique pas le profit commercial.

Après avoir lu

L'Economie Capitaliste

(Nouvelle édition)

par R. LOUZON

vous aurez fait justice de cette critique.

Prix : 15 francs franco

« REVOLUTION PROLETARIENNE », 54, rue du Château-d'Eau.
Adresser les commandes et leur montant à notre C. C. P. :
Compte N° 734.99. Paris.